

La voix de l'Opposition de gauche

TSCG. Il arrive ce qui devait arriver.

8 septembre 2012

Mélenchon et le Front de gauche se sont appropriés la proposition du POI d'une manifestation à Paris pour en fixer la date unilatéralement le 30 septembre, tout en dévoyant le thème de cette manifestation qui a l'origine était tourné contre la ratification du TSCG au profit d'un référendum.

Le comportement déloyale de Mélenchon et du Front de gauche s'apparente à un coup de force pour venir en aide à Hollande et détourner les militants et travailleurs des institutions de la Ve République, car même si le POI ne développait pas cette argumentation, il va de soi qu'à travers la remise en cause de la ratification du TSCG, c'était les institutions qui étaient visées, en tout cas c'est l'interprétation qu'on pouvait en faire et qui correspond à la réalité pour peu qu'on considère illégitimes et antidémocratiques les institutions de la Ve République.

Donc en réponse à une proposition qui leur avait été adressée, ils se sont comportés comme de vulgaires voyous.

Fallait-il s'y attendre ?

Mélenchon et Laurent ont mené une campagne présidentielle et législative en camouflant leurs véritables intentions bien que leur programme ait été truffé de contradictions pour les confondre. Ils ont profité de la situation créée par le rejet qu'inspirait Sarkozy aux masses exploités et à la totalité des militants du mouvement ouvrier pour se présenter comme une alternative à Hollande dont le programme était en réalité une copie de celui de Sarkozy, sans jamais manifester la moindre intention de rompre avec l'Union européenne dont l'offensive s'accroît contre le prolétariat et Hollande est le relais en France.

Dès lors, il ne fallait pas s'attendre à ce qu'au-delà de vitupérations et gesticulations, ils se posent en obstacle à la politique qu'allait mettre en oeuvre Hollande et son gouvernement réactionnaire, et dont le TSCG allait constituer la pierre angulaire et le contenu auquel il allait se soumettre, ce que Mélenchon et Laurent ont clamé haut et fort à plusieurs reprises en refusant de se considérer dans l'opposition à Hollande et son gouvernement.

A cette occasion, chacun aura pu mesurer à quoi conduisait une stratégie de front unique en direction des dirigeants de ces partis, le PG et le PCF. Les dirigeants du POI en tireront-ils les leçons qui s'imposent ? Pas sûr, pas sûr du tout puisque dans le dernier numéro de leur hebdomadaire ils ont remis cela en s'adressant aux députés de ces partis, pire encore, à ceux du PS.

Si depuis des mois vous vous battez pour empêcher la ratification du TSCG, vous avez dépensé votre temps et votre énergie pour rien, pire, vous avez colporté l'illusion que ce serait possible.

Si au contraire, vous avez combattu sur la ligne politique que nous avons définie, à savoir que cette ratification s'apparentait à un coup de force dans la mesure où les institutions sont illégitimes, vous avez contribué à aider votre classe à comprendre le caractère antidémocratique des institutions et à les détourner des partis qui y participent et s'apprêtent à ratifier le TSCG.

En 2005, 92% des députés étaient favorables au TCE qui a été rejeté par la majorité de la population qui a participé au référendum le 29 mai 2005.

En 2012, c'est encore environ 90% des députés qui sont favorables au TSCG, alors que si la population pouvait s'exprimer par référendum elle le rejeterait à une très large majorité.

Entre 2005 et 2012, la majorité en sièges à l'Assemblée nationale a été inversée au profit du PS qui possède désormais la majorité absolue. Et que constatons-nous ? Que cela n'a absolument rien changé, les institutions sont cadenassées par deux partis, l'UMP et le PS chacun flanqué de satellites qui les épaulent au besoin, ils existent donc une collusion parfaite entre ces deux partis sur les intérêts qu'ils représentent et défendent au sein des institutions, ceux des capitalistes.

Il n'existe à l'Assemblée nationale aujourd'hui (comme hier) aucun député ouvrier ayant comme mandat la rupture avec l'Union européenne et l'euro, l'ONU, l'OTAN, aucun député ouvrier combattant pour en finir avec le capitalisme et défendant les idées du socialisme, seule alternative possible au capitalisme.

Dès lors peut-on considérer l'Assemblée nationale comme légitime, comme l'expression de la démocratie, des besoins de la majorité ? Nous estimons que la preuve du contraire est largement faite pour lui interdire de décider de notre sort et celui des générations futures et qui plus est de se prononcer sur le TSCG.

Rappelons que nous ne menons pas ce combat dans l'espoir grotesque ou infantile d'empêcher la ratification du TSCG par la majorité illégitime PS-UMP de l'Assemblée nationale. Nous menons ce combat contre le TSCG, donc contre son contenu et sa portée, et contre sa ratification considérant les institutions de la Ve République illégitimes afin d'aider les travailleurs à comprendre le fonctionnement des institutions et à rompre avec elles ainsi que les partis qui y participent dans la perspective d'un véritable gouvernement ouvrier révolutionnaire, d'une République sociale et démocratique, socialiste.

Ce combat devrait être subordonné à la construction du parti ,et non afin d'obtenir un résultat immédiat qui est ici mégalomane, du domaine du fantasme ou délirant.

Pendant ce qu'ils ont appelé les "*Trente glorieuses*", les dirigeants des organisations trotskistes ont servi de flanc gauche au réformisme et au stalinisme en se satisfaisant de l'amélioration des conditions de vie des travailleurs, qui étaient le produit de leur lutte de classe dans des conditions particulièrement favorables, suite aux rapports entre les classes établis à la fin de la Seconde guerre mondiale.

Ils n'ont eu de cesse de brader le programme de la révolution socialiste pour ne pas se couper des masses, en réalité des appareils du PS ou du PCF selon les organisations, ainsi que les appareils des syndicats, pour finalement s'avérer totalement incapables de s'enraciner profondément dans toutes les couches exploitées et construire le parti révolutionnaire.

De reculades en reniements, ils en sont arrivés à soutenir plus ou moins ouvertement le PS et le PCF, à appeler à voter pour leurs candidats à chaque élection, à établir des liens organiques avec les appareils pourris des syndicats, pour finalement saborder leur propre organisation qui avait l'inconvénient de présenter des relents de marxisme ou de léninisme devenus un obstacle pour accueillir des adhérents du PS, du PCF, des syndicalistes, des anarcho-syndicalistes et d'autres éléments petits-bourgeois foncièrement anticommunistes et opposés à la révolution prolétarienne, car ne parvenant pas à recruter des ouvriers, pour assurer leur survie politique il leur fallait chercher

ailleurs des adhérents sans être trop regardant sur leurs véritables intentions ou convictions politiques, LO de son côté passant de la sclérose à l'état de fossile.

La dégénérescence de la social-démocratie entamée dès la fin du XIXe siècle en Allemagne, fut pour ainsi dire camouflée en France par la constitution tardive de la SFIO, en 1905, elle éclata au grand jour le 3 août 1914 lorsqu'elle vota les crédits de guerre et renonça à appeler la classe ouvrière à la mobilisation générale, à la grève générale contre la guerre...

Cette dégénérescence fut la contrepartie politique des illusions que les masses allaient développer sur le plan social à l'occasion de l'élévation de leur niveau de vie, leurs dirigeants abandonnant petit à petit le combat dans la perspective d'en finir avec le capitalisme pour finalement s'y adapter et en devenir des représentants au sein du mouvement ouvrier. Il leur fallait abonder dans le sens des illusions des masses pour remporter des succès électoraux et se faire une place au sein des institutions, avoir leur part du gâteau.

Au lieu de tirer les enseignements de cette période, les organisations trotskistes sans véritable direction ou dirigeant après l'assassinat de Trotsky par Staline s'employèrent à les ignorer pour reproduire à leur niveau les mêmes erreurs que leurs prédécesseurs de la social-démocratie. Eux aussi, ils profitèrent que la situation était propice à l'amélioration du niveau de vie des travailleurs de 1945 au début des années 80 pour camoufler leurs véritables intentions ou leur incurie politique, l'OCI appelant à voter Mitterrand dès le 1er tour de la présidentielle en 1981, la LCR appelant à voter Chirac en 2002, laissons de côté le cadavre de LO.

A l'arrivée, en 2005 alors que le TCE posait la question des institutions, personne ne la posera. En 2012, alors que le TSCG pose la question des institutions, personne ne veut la poser, LO ignore qu'elles existent ! A force de se renier on en arrive forcément à un moment donné à ne même plus être en mesure de poser les questions et les tâches que la situation requièrent.

De la même manière qu'ils se sont gargarisés de toute avancée sociale -qui seraient remises en cause un jour ou l'autre, c'était écrit d'avance, personne ne pouvait l'ignorer notez bien, vous avez pu constater qu'ils poussent des cris d'orfraie quand le moment est arrivé pour les capitalistes de s'y attaquer brutalement. Tous entendent oeuvrer à la fin de la crise du capitalisme et en même temps épargner à la classe ouvrière de terribles souffrances, sauf que voilà c'est incompatible.

Seule la classe ouvrière est en mesure de mettre un terme à cette crise en prenant le pouvoir, encore faut-il qu'elle en ait conscience et qu'elle soit organisée dans cette perspective, ce qui n'est pas le cas. Pour en prendre conscience, il faut qu'elle cesse de croire qu'elle doit son niveau de vie au capitalisme, donc qu'elle cesse d'y être subordonnée, or existe-t-il un autre moyen de la détourner du capitalisme que de subir de violents coups qui menacent jusqu'à son existence et de chercher la voie (l'organisation) pour abrégé ce cauchemar ?

Ces dirigeants voudraient que les masses se soulèvent et en même temps ils veulent leur éviter de vivre les conditions qui seules peuvent les conduire à se soulever contre le régime, alors nous nous posons légitimement la question de savoir ce que ces dirigeants veulent vraiment. Ils sont incapables de dire la vérité en face aux travailleurs, aussi dure soit-elle, du coup comment voulez-vous qu'ils y comprennent quelque chose, s'en emparent, réagissent, etc. ?

Je n'ai plus le temps de continuer cette analyse aujourd'hui et c'est bien dommage. J'ajoute quelques réflexions à creuser ou relier entre elles. Depuis plus d'un demi-siècle, on savait que le capitalisme serait réintroduit en Chine... Dès les années 70, dans le textile, l'électroménager ou les biens d'équipement, l'automobile, la diversification de la division internationale du travail annonçait ce

que nous vivons aujourd'hui, cela commença par le Japon et la Corée du Sud, par l'Asie, les quatre Dragons et les cinq Tigres comme ils les appellent... La chute de l'URSS était programmée depuis la prise du pouvoir des stalinien, inévitable, sauf à se leurrer... Les partisans du "*grain à moudre*", des réformes, ils ont tous vécu à crédit sur le dos des masses exploitées du monde entier, en Afrique et en Asie principalement, au nom de l'internationalisme prolétarien peut-être, pour être inconscient ou cynique ça l'est !